

Atelier n°7

Quelle conception du rassemblement ?

Dans le triptyque *rassemblement – gauche – projet*, la conception du rassemblement que nous définirons, est essentielle pour clarifier la nature du projet que nous voulons élaborer.

Cette conception doit être populaire. Elle doit être au cœur des dynamiques à créer pour construire une alternative à gauche, une alternative politique à la droite, une alternative politique au pouvoir de la finance, une alternative au capitalisme, loin des tentatives de recomposition politique au centre.

Pour ce qui les concerne, Nicolas Sarkozy, le gouvernement, la droite pour mettre en œuvre leur projet de régression sociale et sociétale, conçoivent leur fonction à créer en permanence les conditions de s'affranchir de la volonté populaire, tout en s'appuyant sur ses aspirations.

Les dernières élections – sans qu'elles n'effacent les précédentes et les conséquences que nous en tirons -, nous ont ouvert des pistes à travailler et nous apportent une série d'expériences, qui enrichissent celles que nous avons vécues avec des résultats divers, lors de la campagne du référendum sur le TCE en 2005, lors de la bataille politique contre le CPE en 2006, lors de la préparation de la présidentielle en 2006.

Le rassemblement majoritaire des citoyennes et des citoyens autour d'un projet est une des données des succès lors des dernières élections municipales, mais dans le même temps l'abstention importante lors de ces échéances confirme la crise profonde de la politique que nous avons identifiée depuis près d'une décennie. Les engagements non tenus, le fossé qui se creuse entre les décideurs (politiques, économiques...), les rapports de domination, d'aliénation, d'exploitation qui existent entre les individus, sont autant d'éléments qui détournent les citoyens de la politique.

Les citoyennes et les citoyens envoient pourtant régulièrement des messages qui surprennent les responsables politiques, nous, compris. Lors de la dernière phase électorale, le message de rejet de la droite a été clair et celui adressé à la gauche a été également fort quant à l'exigence à l'égard de la gauche de trouver des solutions.

Or, pour le moment le renoncement face aux règles libérales marque certaines formations de gauche réformistes et ne permet pas à la gauche de s'opposer clairement à la politique de Sarkozy. La notion de « gauche » elle-même, ses contours, son avenir, son projet ou l'absence de projet alternatif à celui que met en œuvre la droite, font débat. Le risque de disparition de l'idée de gauche est grand, au-delà de la bataille idéologique martelée par la droite pour faire disparaître le clivage gauche-droite.

L'éparpillement de la gauche, dû à des divergences idéologiques, politiques, stratégiques, ses difficultés à favoriser l'engagement citoyen, son incapacité à faire émerger des dynamiques politiques nouvelles, son faible apport aux mouvements sociaux, son tâtonnement à jouer véritablement son rôle d'opposition, la crise de la social-démocratie, l'échec des recompositions, ne permettent pas de donner jour et sens à un nouveau projet politique solidaire et émancipateur pouvant rassembler de nombreuses forces sociales et politiques sur des questions essentielles.

Dans ce contexte, si le rassemblement populaire n'est pas un exercice aisé, l'actualité offre de fortes potentialités immédiates de rassemblement et de riposte face à la politique de Sarkozy (salaires, pouvoir d'achat, franchises médicales, école, hôpital, services publics, carte judiciaire, retraite...). Tel est le défi que les communistes doivent relever en mettant toute leur détermination à construire une majorité populaire transformatrice susceptible de modifier les rapports de forces, pour inventer de nouvelles solidarités et de nouvelles formes de coopération et développer de nouvelles

dynamiques sociales et politiques constituant un pôle pouvant devenir crédible pour de larges composantes des milieux populaires.

Mais relever ce défi implique qu'avant de rassembler, il est indispensable de bien redéfinir notre « carte » d'identité : **qui sommes-nous ? Que visons-nous ? Que voulons-nous ?**

Nous versons ainsi une série d'enseignements, de questions pour nourrir la confrontation et la réflexion :

1. Rassembler, dans quel but ?

La droite a un projet de société, Sarkozy parle même de projet de civilisation. Ce projet va à l'encontre des intérêts de la majorité du peuple de notre pays. Il va à l'encontre de coopérations internationales qu'il est nécessaire de bâtir dans l'intérêt des peuples et de la planète. En politique tout est question de rapport de forces. Le rassemblement doit donc se construire autour de contenus, d'un projet, de programmes et des valeurs qui unifient, qui trouvent des alternatives économiques au capitalisme, relient alternatives économiques et démocratie. C'est ce qu'il faut définir avec les femmes et les hommes concernés. **Quelles réponses apportons-nous à l'ampleur de la question du projet : Où va l'humanité ? Où va la société ? Où vont les hommes et les femmes ?** Nous avons une visée communiste, nous voulons changer la société, nous voulons dépasser le capitalisme. **Mais simultanément comment construire avec les hommes et les femmes un projet de transformation sociale, un projet de changement qui a vocation à être majoritaire ?** Les dernières élections ont montré un rejet de la droite. Emerge également l'idée que le clivage gauche – droite n'est pas aussi clair et franc que lors d'élections nationales. **Sur quelles idées le clivage se fait ? Comment expliquer que dans certaines communes Sarkozy sorte victorieux à la présidentielle et qu'une liste de rassemblement bien identifiée à gauche, avec à sa tête un candidat communiste, face à une liste de droite, remporte l'élection avec un score beaucoup plus important que celui enregistré par la droite, neuf mois plus tôt ?**

2. Une stratégie globale ou des stratégies adaptées en fonction des sujets et des objectifs ?

Le processus conduisant aux succès est en général une démarche de longue haleine. Il faut du temps pour travailler le rassemblement ou des rassemblements. **Quelles dispositions prenons-nous d'ores et déjà pour construire la riposte à la politique de la droite, avec les réformes antisociales mises en œuvre (retraite, fiscalité, code du travail...)? Comment construisons-nous un rassemblement populaire immédiat portant en germe les conditions d'un changement durable ? Devons-nous rechercher une stratégie globale, alors que l'offre politique doit être différente pour être adaptée à une demande précise, concrète, mais variable, suivant les scrutins et les initiatives ? Comment construire un processus de rassemblements solides au quotidien et pas seulement lors d'une élection ou d'une initiative d'action ?** Les limites des rassemblements dépendent de la perspective. Nous avons vu que rassembler autour du Non au TCE était différent du rassemblement lors d'élections. **Ne devrions-nous pas mieux définir qui nous voulons rassembler en fonction des objectifs ?**

3. Qui rassembler ?

Nous limitons-nous seulement aux « opprimés », alors que nous voulons nous adresser à l'ensemble de la société ? Qu'entendons-nous par « opprimés » ? Ne devrions-nous pas parler de « dominés », ce qui serait plus cohérent avec notre visée de construire un monde sans dominations ? Nous voulons mettre en commun tout ce qui peut apporter aux individus. Pour cela nous cherchons à rassembler les femmes et les hommes qui souffrent de la précarité, du mal vivre, de l'insécurité sociale. Nous cherchons à rassembler avant tout des hommes et des femmes unis par

le sort que le système impose, ceux et celles qui ont une volonté commune de mieux vivre ensemble, parce qu'ils l'ont défini et jugé nécessaire, possible, donc atteignable.

Ainsi comment dépasser les discours, les engagements, les résolutions sans mise en œuvre et aider les hommes et les femmes à construire ensemble un projet de société, dans le respect des uns et des autres, les aider à ce qu'ils et elles se donnent les moyens de leur ambition et de leur action ? Quels exemples avons-nous ?

Ne limitons-nous pas trop souvent, ou ne nous pousse-t-on pas sans cesse à penser les rassemblements en terme d'alliances de certaines forces politiques avec une sorte de « schizophrénie » à choisir entre une gauche sociale libérale et une gauche dite radicale ? Parfois des alliances entre organisations sont nécessaires, car unies, elles peuvent donner une impulsion, une invitation à se rassembler. Dans ce cadre quel rôle doivent avoir les forces politiques dans ces alliances ? Comment devons-nous gérer et assumer notre choix et notre volonté de rassembler les hommes et les femmes et de nous allier sans tomber dans un consensus mou, sans esquiver les sujets de fond qui différencient les forces politiques à gauche, en rendant acteurs les citoyennes et les citoyens ?

4. Rassembler : un objectif, une stratégie, une démarche, une identité

Rassembler, c'est donner un sens politique à l'esprit de résistance, de révolte, c'est construire une ou des majorités pour une autre logique que celle que nous subissons. Pour cela nous cherchons à faire émerger la citoyenneté, la démocratie. Les hommes et les femmes, leur association, leur implication sont la clé du rassemblement. Celles et ceux qui aspirent à un changement de politique, pour vivre mieux. Celles et ceux qui ont à cœur de participer à l'élaboration de choix conformes à leurs intérêts, à l'intérêt général. **Encore faut-il bien s'entendre sur la démocratie participative, concept que beaucoup utilisent sans y mettre tous le même sens ? Pourquoi ne pas parler de démarche citoyenne, qui implique de gros efforts d'éducation populaire ? On parle de proximité, mais pour quoi faire ? Comment dialoguons-nous avec le peuple pour comprendre et répondre à ses exigences et ses préoccupations ? Comment sommes-nous partie prenante de la construction d'une alternative à gauche ? Ne cherchons-nous pas à vouloir tout définir, le cadre, le contenu, les valeurs...au point d'être parfois perçus comme cherchant à rassembler autour de nous ? Entre basisme et dirigisme, comment trouver une pratique efficace ? Responsable signifie apporter des réponses, mais comment apportons-nous des réponses sans apparaître comme « l'avant-garde » qui définit tout à la place des citoyennes et des citoyens ? Des communistes partie prenant du processus de construction du rassemblement n'apparaîtraient-ils pas plus efficaces et utiles ? Cette démarche ne pouvant se faire sans nourrir une bataille idéologique intense pour sortir de la résignation, du renoncement, de la fatalité et de l'acceptation de reculs de civilisation, comment faire émerger par l'éducation populaire, une perspective de changement avec notre peuple ?**

5. Les futures échéances européennes et régionales

Au-delà de la riposte que nous tentons d'organiser au quotidien et que nous devons élargir, il nous faut dès à présent réfléchir et confronter nos points de vue sur les prochaines échéances électorales. **Quelle sera notre stratégie, avec qui et sur quel contenu ?**

Pour les européennes, nous commencerons à réfléchir à notre stratégie, à notre démarche, aux listes au moment où Nicolas Sarkozy assurera la Présidence de l'Union européenne. **S'appuyant sur la baisse nette de sa popularité, sur la dangerosité de sa politique en France et pour le rôle de la France dans le monde, une politique qu'il ne manquera pas de transposer au plan européen et fort du référendum de 2005 sur le TCE et de son rejet par une majorité d'électrices et d'électeurs français, n'y a-t-il pas à prendre en compte ces différents éléments pour construire un rassemblement citoyen majoritaire pour une Europe démocratique et de progrès social ?**

Pour les deux élections, avant de définir notre stratégie, nous devons tirer les enseignements des différentes stratégies que nous avons mises en œuvre lors des précédentes élections en 2004 dans tout le pays et mesurer le rôle joué par les communistes élus depuis.